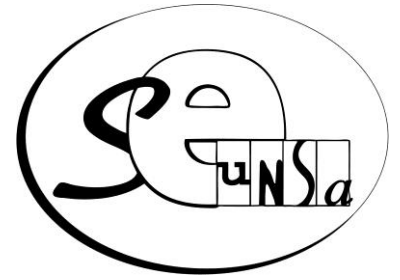


## Déclaration du SE-Unsa



**CAPD de l'Ardèche du 10 décembre 2015**

Comment expliquer l'horreur du 13 novembre dernier ? Quels mots trouver, quels justes mots trouver pour expliquer à nos élèves la folie meurtrière de quelques assassins décervelés ? Comment parler de l'indicible ? Et pourtant il a fallu en parler. Et il faut encore en parler... Peut-être simplement pour dire à ces mêmes élèves qu'il faut continuer à apprendre à vivre ensemble. Mais qu'aussi, maintenant, il faut apprendre à vivre avec.

Dans les écoles, dans les établissements scolaires, les collègues n'ont pas eu à faire face aux réactions négatives de « l'après-Charlie ». Peu ou pas d'incidents à déplorer... Certainement parce que, cette fois, il ne suffisait plus d'être dessinateur, porteur d'uniforme, d'une certaine confession religieuse pour être une cible. Cette fois-ci, le sang versé n'a pas visé des catégories d'individus mais a touché tout-un-chacun. Ce tout-un-chacun, c'est vous, c'est nous. Car à leurs yeux nous sommes tous coupables. Coupables de vivre dans un pays de liberté, berceau des Droits de l'Homme et du Citoyen. Coupables de ne pas nous référer à un hypothétique grand architecte de l'univers pour chaque acte de notre vie. Coupables d'aller au concert et de commencer le week-end par un verre en terrasse...

La seule réponse alors possible consiste à continuer à vivre comme avant. A continuer à être libres, laïques, démocrates, cultivés. A être des Educateurs, avec un E majuscule, malgré les menaces de mort des terroristes. Jamais notre ministère n'aura aussi bien porté son nom qu'aujourd'hui...

Le SE-Unsa, L'Unsa-Education et l'Unsa dans son ensemble ont apporté et apportent tous leurs témoignages de sympathie à celles et ceux qui ont été touchés par ce drame. Nous nous inclinons devant la mémoire des assassinés et exprimons notre compassion à leurs proches. Notre organisation syndicale continuera plus que jamais de porter, dans ses valeurs premières, le combat humaniste contre toutes les formes d'obscurantisme et d'extrémisme, qu'ils soient militaires, religieux ou politiques... L'heure reste à la responsabilité et au rassemblement autour des valeurs démocratiques et républicaines qui sont la véritable cible de cette guerre terroriste.

Dans la lignée des réactions de cet après 13 novembre, nous formulons le vœu qu'un mois plus tard, ce dimanche 13 décembre, la porosité des idées haineuses ne portera pas à la tête de l'exécutif de notre nouvelle région des élus, dont les choix de société nous laisseront assurément dans la bouche un goût amer.

Nous en venons à l'ordre du jour cette CAPD, l'avancement des collègues. En ces temps de disette salariale, changer d'échelon est devenu une des seules possibilités de voir son salaire augmenter. Depuis longtemps, issue de ses mandats de congrès, le SE-Unsa porte la demande que l'avancement de tous les collègues se fasse au même rythme, sur la base du plus rapide, le grand choix.

Vivons-nous la dernière ou l'avant-dernière CAPD avancement ? Dans le cadre des négociations sur le PPCR qui vont débiter en février, notre revendication pourrait enfin voir le jour. La ministre envisagerait pour toute la Fonction Publique d'Etat ce rythme d'avancement unique. Les enseignants font partie de ces rares fonctionnaires à voir encore leur évolution de carrière liée à leur inspection, à leur évaluation professionnelle. Le gouvernement semblerait avoir retenu une formule éloignée d'un certain avancement au mérite évoqué par l'un de ses ministres. Si cette modification voit enfin le jour, c'est toute notre évaluation qui en serait modifiée. Avec la possible disparition de la note, elle serait ressentie comme véritablement formative car déconnectée de l'avancement. La Gestion des Ressources Humaines, après les actes fondateurs de la refondation, doit être un axe de travail effectif et de progrès de l'Education Nationale au XXIème siècle. Fort de nos propositions, avec notre carte d'identité réformatrice, nous participerons à ces séances de négociations avec l'intérêt du collègue comme référence. Nous ne voulons plus que les enseignants soient gérés comme des flux. Nous ne voulons plus être un rouage anonyme mais un individu reconnu dans son métier. Pour nous, dans professeur il y a PRO.

Quant à l'ISAE, nous attendons, comme d'autres organisations syndicales, qu'elle soit enfin portée à hauteur de l'ISOE du second degré, soit 1200€ annuels. Madame la Ministre et Monsieur le président de la République gagneraient eux aussi à entendre assez rapidement notre légitime revendication...